

# Libération



## Reportage à Benghazi

# Dans la Libye libérée

Les habitants de l'est du pays ont raconté à «Libération» leur bonheur de ne plus être sous la coupe de Kadhafi. Même si le pouvoir tient toujours Tripoli.

7 PAGES SPÉCIALES

## Livres

UN ROMANCIER ISRAËLIEN SE MET DANS LA PEAU D'UN IRANIEN

L'ACTUALITÉ LITTÉRAIRE, CAHIER CENTRAL

## Villepin quitte enfin l'UMP

L'ancien Premier ministre a indiqué qu'il ne «renouvellera pas son adhésion en 2011». De quoi officialiser la rupture de fait entre le parti sarkozyste et l'ancien localaire de Matignon, qui ne cache pas ses ambitions présidentielles.

PAGE 13



### CÉLERI RÊVE

TU MITONNES, PAGES 20-21

C. KRISTOPHE MACUT

## Espionnage: Renault est allé un peu vite

**AUTOMOBILE** L'un des trois cadres licenciés par Renault ne dispose pas de compte en Suisse. L'information, révélée par *Le Canard Enchaîné*, est issue de la coopération entre justices française et suisse. Renault aurait ainsi non seulement licencié à la légère ses trois cadres soupçonnés d'avoir livré des secrets à la concurrence, mais risque aussi de sombrer dans le ridicule.

HUSSEIN MALLA AS

PAGE 14

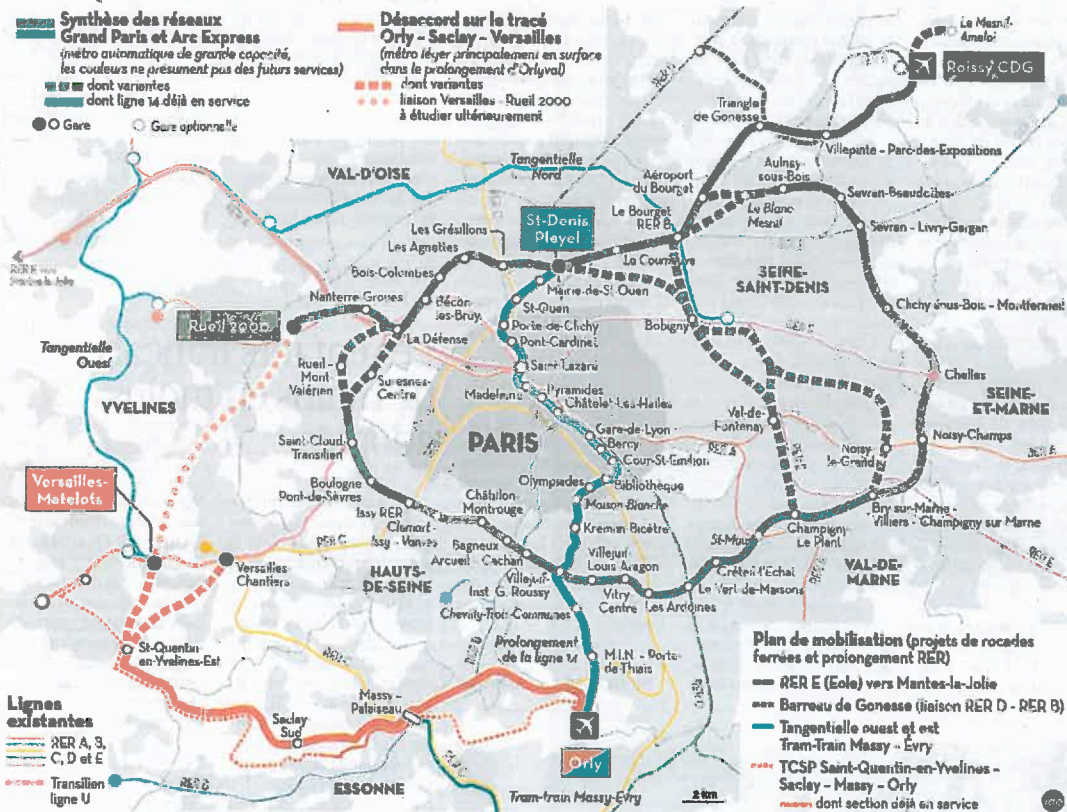
Libération



N 00135 - 224 - F - 1,40 €

Frédéric Gilli, économiste, revient sur l'accord de 32 milliards d'euros conclu entre l'Etat et la région :

# Grand Paris: «On va enfin faire les travaux qu'on aurait dû faire il y a trente ans»



Comment corriger cette perte démocratique ? En région parisienne, l'application de la réforme des collectivités territoriales va être complètement déviée de son esprit provincial, qui consiste plutôt à rassembler tout le monde dans un ensemble. Là, les communautés ne recouperont pas la métropole, mais ce n'est pas gênant : le droit commun de province va servir à autre chose. Et que place-t-on à l'étage au-dessus ?

Il faut absolument que Paris Métropole [regroupement de 185 collectivités d'Ile-de-France, ndr] s'en mêle. Pierre Mansat, l'adjoint de Bertrand Delanoë à Paris Métropole, a évoqué la création d'un fonds d'investissement. On tient là une bonne idée. Cela donnerait à Paris Métropole un vrai pouvoir qui est celui de l'argent. A partir du moment où il y a un bailleur de fonds important, on ne peut pas négliger son point de vue. C'est ce que les Anglo-Saxons appellent la *soft governance*. C'est beaucoup plus efficace que d'être en coquille dans une loi. Nous sommes dans une région où la pévénation financière repose sur la redistribution. On voit bien ce qui s'est passé en Lombardie ou en Belgique : à un moment, le principe de la pévénation par tuyaux qui fonctionne à sens unique et à pleins tubes finit par casser. Il faut travailler cette solidarité autrement, en mutualisant les investissements.

Ce serait un inédit institutionnel ? Bertrand Delanoë ne peut pas voter dans son budget 300 millions d'euros pour refaire la dalle d'Argenteuil [Val-d'Oise, ndr]. Mais, via une subvention à Paris Métropole, Neuilly, Paris, etc. peuvent être légitimes pour investir dans ces endroits là, y compris vis-à-vis de leur électorat. C'est leur intérêt, car les marges de transformation de la métropole sont dans sa banlieue. Le Grand Paris doit-il être une ville-monde ?

Paris est une ville-monde parce qu'elle est cosmopolite. Mais c'est une ville cosmopolite qui se refuse d'admettre qu'elle l'est. On ne reconnaît pas aujourd'hui, dans la région parisienne, cette richesse-là ; 32 milliards d'euros sur dix ans c'est bien. Mais ce n'est que 0,6% du PIB sur dix ans. Le reste, ce n'est pas l'Etat et la région qui sont en train de le construire. Ce sont les gens. Donc il manque quelqu'un dans ce Grand Paris ? Oui. Il manque le citoyen.

Retrouvez cette interview dans son intégralité sur [liberation.fr](http://liberation.fr).

Recueilli par SYBILLE VINCENDON

Après quatre ans de bataille entre l'Etat et la région, Maurice Leroy, ministre (Nouveau Centre) de la Ville, vient de signer avec le président socialiste de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, un accord de 32 milliards d'euros sur les transports. Frédéric Gilli, économiste, chercheur à Sciences-Po, directeur associé de l'agence de conseil en stratégie Campana-Elleb-Sablic, en commente la portée, et évoque la démocratie qui manque au Grand Paris. Peut-on parler d'un accord « historique » sur le Grand Paris ? Il ne le sera que s'il est suivi d'effets. On saura dans dix ans s'il y a lieu de le célébrer ou si cela a été une énième péripétie. Depuis un mois, on accouche de dix ans de discussions. On célèbre le fait qu'on va enfin faire les travaux qu'on aurait dû faire il y a trente ans. Jean-Paul Huchon s'est focalisé sur les transports, mais le gouvernement

est parti du développement économique, de la création de pôles d'activité autour d'un métro... Dans cette approche, on réduit l'emploi au lieu de travail, à quelques secteurs d'activité et la problématique des transports à leur mise en relation. D'un point de vue économique, c'est absurde parce que les richesses sont partout dans cette région. La Silicon Valley ne se crée pas tous les jours et on ne va pas en monter huit dans la région parisienne. Marc Veiron, le directeur général de la Société du Grand Paris, a d'ailleurs reconnu que les débats publics avaient fait prendre conscience du très grand nombre de projets partout dans la région. Cet accord n'a rien changé dans la gouvernance de l'agglomération parisienne. On vit quand même depuis plusieurs mois une légère accalmie dans les relations Etat-région. Ce n'est pas le grand amour, et ça ne le sera pas : les relations entre l'Etat français et la région capitale ne seront jamais anodines. Mais on ne va pas se plaindre du fait que l'on

arrive à avoir des réunions avec le préfet, la région, les présidents des conseils généraux sans que tout le monde s'affronte. A partir de là, comment aller de l'avant ? Les contrats de développement territorial [en cours d'élaboration, ndr] vont forcer l'émergence de grosses intercommunalités. Même si les communes se regroupent, ne manquera-t-il pas une représentation démocratique ? Les contrats peuvent esquisser des

pouvoirs inframétropolitains forts, sur des territoires suffisamment vastes pour que les élus puissent mener des opérations significatives et qu'ils soient politiquement crédibles. La taille de 300 000 à 400 000 habitants est une échelle qui fait sens. On est dans une perte démocratique en Ile-de-France, parce que l'élu local, où qu'il soit, n'a aucun levier. Il ne peut pas agir à la hauteur de ce que les citoyens attendent normalement de lui.



REPÈRES

«Il faut retrouver l'esprit du préfet Haussmann dans le Paris de 1860 et celui de Pierre-Charles L'Enfant dans le Washington de 1800.»

Nicolas Sarkozy à Roissy le 26 juin 2007

32,4

milliards d'euros, c'est le coût prévu d'ici à 2025 de la modernisation des transports collectifs franciliens ; 22 milliards seront dédiés à la création d'une rocade de métro automatique souterrain.